

**Arrêté DIDD-2022 n° 153 du 13 JUIN 2022  
transférant l'autorisation d'exploiter accordée à  
la société ASTRHUL au profit de la société CHIMIREC SAS  
pour le centre de tri/transit de déchets dangereux et de déchets non dangereux  
situé sur le territoire de la commune de Orée-d'Anjou  
ZAC des Couronnières – 137 rue Lavoisier**

**Le Préfet de la Maine-et-Loire**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** le titre Ier du livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.516-1 et suivants ;

**VU** le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié par arrêté du 12 février 2015, fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié par arrêté du 23 décembre 2015 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la Préfecture ;

**VU** l'arrêté préfectoral D3-99-n°885 du 07/06/1999 autorisant la société ASTRHUL dont le siège social est situé 137, rue Lavoisier à Liré - Orée d'Anjou à exploiter un centre de tri/transit de déchets dangereux et non dangereux au 137 rue Lavoisier sur le territoire de la commune de Orée-d'Anjou ;

**VU** les arrêtés préfectoraux complémentaires D3-2005 n°136 du 02/03/2005, D3-2008 n°565 du 29/09/2008, DIDD-2011 n°370 du 27/07/2011 et DIDD-2014 n°267 du 24/07/2014 ;

**VU** la demande de changement d'exploitant portée à la connaissance du préfet, le 1<sup>er</sup> juillet et 13 octobre 2021, par la société CHIMIREC SAS, dont le siège social est situé 5 rue de l'Extension à Dugny (93440) ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 mai 2022 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande, qui consiste au changement d'exploitant au profit de la société CHIMIREC SAS ne constitue pas une modification substantielle au sens des articles R.181-46 et L.181-14 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ce changement d'exploitant requiert une autorisation préfectorale et la constitution de garanties financières conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société CHIMIREC SAS dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour poursuivre l'exploitation du site ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de changement d'exploitant au profit de la société CHIMIREC SAS est instruite dans les formes prévues par l'article R.516-1 du code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

Sur la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 OBJET**

La société CHIMIREC SAS, dont le siège social est situé 5 rue de l'Extension à Dugny (93440) est autorisée à poursuivre l'exploitation du centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets non dangereux situé dans la ZAC des Couronnières 137 rue Lavoisier sur le territoire de la commune de Orée-d'Anjou en remplacement du précédent exploitant.

### **ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXPLOITATION**

L'exploitation est poursuivie dans les conditions énoncées par l'arrêté préfectoral D3-99-n°885 du 7 juin 1999 modifié.

### **ARTICLE 3 GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant TTC des garanties financières prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2014 n°267 du 24 juillet 2014 est remplacé par le montant suivant : 148 649,54 € (cent quarante-huit mille six cent quarante-neuf euros et cinquante-quatre centimes).

### **ARTICLE 4 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nantes :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 5 PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté est notifiée à la société CHIMIREC SAS. Une copie est déposée aux archives de la mairie de Orée-d'Anjou et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la maire concernée, et transmis à la préfecture.

Le texte complet peut être consulté sur le site des services de l'État dans le Maine-et-Loire et à la mairie de Orée-d'Anjou.

## **ARTICLE 6 EXÉCUTION**

La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Cholet, le directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Orée-d'Anjou et à la société CHIMIREC SAS.

Fait à ANGERS, le 13 JUIN 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture,



Magali DAVERTON

